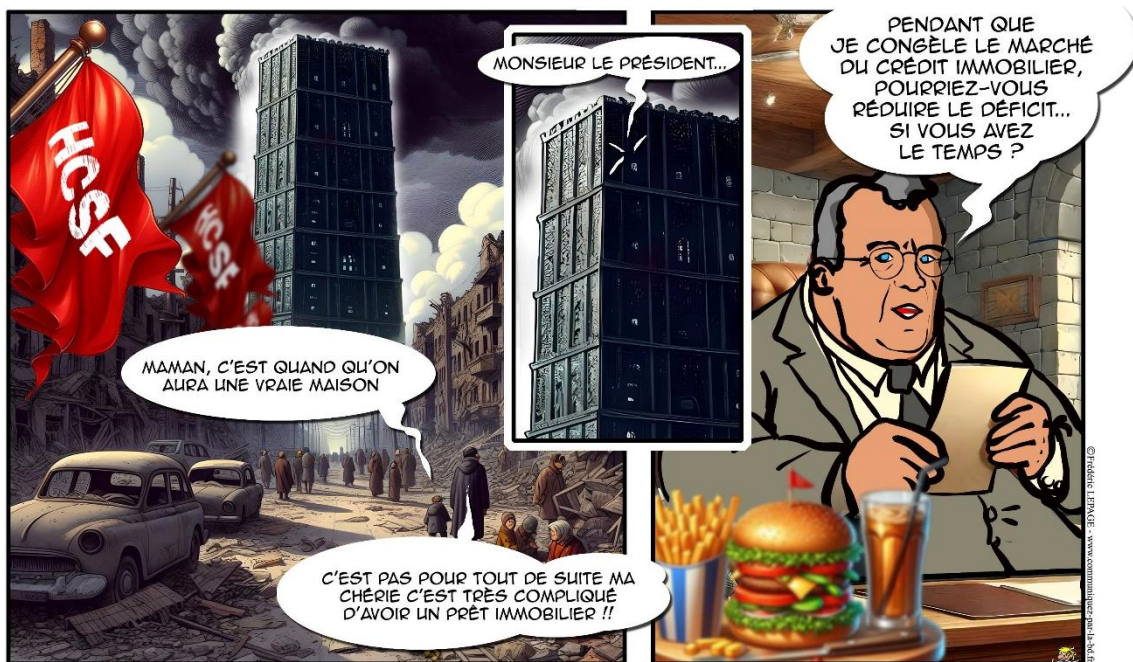


BanqueShow - crédits immobiliers - épisode 1001. Le lundi 6 mai 2024, dans un pays de l'Union européenne, dans l'antenne locale de la Banque Centrale Européenne.



Frantz : Raymoooooooooond !

Raymond : (chantant) « Monsieur le président, je vous fais une leettre, que vous lirez peut-êêêtre, si vous aveeeez le temps... » Monsieur le Grand Poète, vous soufflez un « vian » de fraîcheur budgétaire...

F : aaaah... c'est mon truc du printemps. J'ai réglé les immenses problèmes du monde économique, l'inflation perverse, les taux d'intérêt fripons, l'endettement immobilier des petits ménages ingrats. Je m'occupe à présent de la dette publique : je commente, je suggère, j'exégèse... Moi aussi, j'ai ma [lettre au président de la république](#). Comme Boris Vian, en 1954. À présent, ce sont les « gendarmes » (de la banque, expression tant recuite de journaliste éteint) qui écrivent au président de la république : circuit court, beaucoup plus efficace.

R : j'aime ce parfum de fuite, l'esprit d'irruption, cet art de la tangente. La belle manie d'ignorer les sujets chauds et de les reléguer au rang d'objets de commentaires. Les « gendarmes » (bancaires) sont devenus les authentiques déserteurs de l'époque ! Admirable retournement. J'en suis tout chose.

F : Raymond, foin de la philosophie de comptoir, comme on dit dans la banque et au bistro. Admirez plutôt ma prose ciselée, une fois de plus. J'ai la rhétorique dans la viande. J'encense l'Union monétaire européenne. L'euro, c'est beau, Toto. Mais voilà, mon superbe héros monétaire ne peut rien face « *aux faiblesses structurelles de l'économie française* » ainsi résumées : trop de fric public, pas assez de croissance. Evidemment, pour la croissance : je n'ai pas d'idée. Faut pas exagérer non plus.

R : vous êtes l'oracle suprême ! Le souverain. En tant qu'expert, vous excellez dans l'analyse de la souveraineté. « *La taille, la puissance, l'efficacité* » : j'en frémis et en suis tout transporté. Quelle leçon.

F : et ma souveraineté s'exerce aussi sur le Parlement. Vous avez vu, la déglingue de la proposition de loi pour « réformer le HSCF » ? Dans le mixeur. Pulvérisée ! Même pas de discussion à l'Assemblée nationale, des sauvages qui ne comprennent rien. L'auteur déconfit a retiré sa proposition la veille de la discussion. Personne ne proteste. Voilà la démocratie macro-prudentielle à l'œuvre ! Domaine réservé, pas de quartier ! Le crédit est un moteur puissant de l'économie, surtout aux Ménages. Les faibles esprits pensent qu'un sujet aussi pointu mériterait une discussion nationale. Zéro. Hop ! pas de débat. Je règne en maître absolu et indiscutable sur le crédit en France, point.

R : somptueux. J'en suis baba. La proposition de loi pour réformer le HCSF est passée deux fois à la trappe : torpillée par des amendements, puis par la torpeur parlementaire. Il en reste un joli sujet de causerie. Nous savons à présent que le gouvernement est soudé à la Banque de France, pour cette politique d'écroulement du crédit immobilier aux Ménages. Quel sel pour nos jeux de scène ! Nous écrasons toute discussion. Les prix de l'immobilier ne baissent toujours pas comme vous l'espérez. Même la baisse des taux, notre dérivatif attractif, ne se montre pas si convaincante. Le HCSF n'a même pas tenu sa réunion trimestrielle. Ou alors : en douce ? Il a pris le maquis ?

F : vous avez vu comme le HCSF s'est fait discret, en ce début d'année 2024 ? la juste et belle pensée macro-prudentielle circule sans rétention, c'est l'essentiel. Justement, je dois aussi garder des préoccupations plus quantitatives et épicières. Que disent nos statistiques farineuses ? Quelle production de crédit immobilier, en mars 2024 ?

R : catastrophiques. Voici les chiffres du crédit immobilier aux Ménages, ceux du mois de mars 2024. Nouveau record de baisse : 6,7 milliards d'euros, hors renégociations. Encore moins, toujours moins... Soit 8,6 milliards d'euros de nouveaux crédits immobiliers, au total. Victoire ! Nous sommes au sommet de la strangulation du crédit. Merci à tous les joyeux commentateurs qui annonçaient, en avril 2024, la reprise du crédit immobilier... L'encours du crédit immobilier baisse encore, de deux milliards d'euros, à 1.287 milliards en mars 2024, contre 1.289 milliards en février et 1.290 milliards d'euros en janvier dernier. La vitrification du crédit immobilier est à son comble, en France, sans aucune décision politique ni aucun débat démocratique. Inédit.

F : les semailles du printemps 2024 sont faites, attendons la moisson, à l'ombre. Nous pouvons toujours faire croire que ce marché a repris. Les professionnels désorientés vont le proclamer, sans notre aide, rien que pour se redonner le moral. Au lieu de dénoncer la situation, ils nous aident à la cacher au petit peuple des emprunteurs. En réalité, le marché va rester durablement plombé par les verrous brutaux dispersés par le HCSF.

R : nous voici sereins. Un sermon par courrier public sur le manque de croissance, pas de débat sur les règles macro prudentielles. Nous avons le temps en poche. Cherchons des idées pour mettre un peu d'animation au mois de mai, en attendant les données statistiques d'avril.

F : Raymond, je vous le dis : il nous faut sortir de l'autoflagellation. « *Si vous me poursuiveeeeeez ; Prévenez vos gendaaaarmes ; Que je n'aurai pas d'aaaarme...* » Ah ! Ce Boris, parti trop tôt, l'année où ma Grandeur vint en ce monde avide de science macro-prudentielle. Je suis le troubadour incompris du crédit. Désertons !

Banque de France, crédits à fin mars 2024 (6 mai 2024) :

<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/credits-aux-particuliers-mar-2024>

*Note : « BanqueShow » est un court récit de nature satirique et caricaturale, commentant les statistiques nationales de crédit immobilier. Il repose sur des exagérations, sur des déformations ainsi que sur la présentation ironique de personnages fictifs. Ce texte vise un effet comique (sans garantie, hélas, de l'atteindre). Il a pour objectif d'éclairer le lecteur de manière pédagogique et décalée, quant aux évolutions du droit bancaire, notamment dans le domaine du crédit, particulièrement quant aux règles juridiques macroprudentielles (ou systémiques) en crédit immobilier aux Ménages.*